



Togo-Chine

Retour sur cette importante étape de renforcement des relations

Du 9 au 16 octobre 2026, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué une mission en République populaire de Chine, marquée par la signature de quinze accords publics et privés.



PAGE 3

INTÉGRATION



Togo

Des journalistes formés pour mieux faire connaître les actions de la Cédéao

Du marché de Madjatom à la frontière entre le Togo et le Bénin, aux cantines scolaires de Tandjouaré, en passant par l'appui aux jeunes entrepreneurs, la Cédéao déploie au Togo des initiatives qui touchent au quotidien des populations. Pourtant, ces réalisations ...

PAGE 11

FINANCES PUBLIQUES



Le Togo atteint 87,12 % de mise en œuvre des directives de l'Uemoa

Le Togo affiche un taux de transposition et de mise en œuvre des directives communautaires de 87,12 %, selon les résultats présentés lors de la revue 2026 de l'Observatoire des finances publiques de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), ouverte le lundi 26 octobre à Lomé. Cette performance ...

PAGE 5

Sommet Russie-Afrique

Les objectifs du Togo à cette 3ème édition

À l'invitation de Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part au troisième sommet Russie-Afrique, qui s'ouvre aujourd'hui à Moscou.

PAGE 4

DERNIERES HEURES

Université de Kara : le ticket de bus étudiant passe de 150 à 100 FCFA

Les étudiants de l'Université de Kara (UK), dans le nord du Togo, paieront moins cher leurs déplacements vers le campus à partir du 1er novembre 2026. La présidence de cette université publique a annoncé une réduction de 33 % du tarif du transport par bus, destinée à alléger les dépenses quotidiennes des apprenants.

Concrètement, le ticket passera de 150 à 100 FCFA par trajet, aussi bien à l'aller qu'au retour entre les points de départ en ville et le campus. Pour un étudiant effectuant quotidiennement un aller-retour, la dépense diminuera de 300 à 200 FCFA, soit une économie de 100 FCFA par jour.

Cette baisse devrait réduire le poids du transport dans le budget des étudiants. Elle pourrait également faciliter leurs déplacements vers les lieux de cours et favoriser une meilleure assiduité, notamment pour ceux qui dépendent des bus universitaires.

Toutefois, la mesure suppose de compenser la différence entre l'ancien et le nouveau tarif. Le montant total de la subvention nécessaire ainsi que les modalités de son financement n'ont pas encore été précisés.

CORIS PEPS
L'esprit tontine,
l'épargne
rémunérée
en plus.

Commencez
aujourd'hui
Réalisez demain.

5%
ÉPARGNE
RÉMUNÉRÉE

à partir
10 000
FCFA

8283

Offre soumise à conditions

CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement

<https://coris.bank>

 Les objectifs du Togo à cette 3ème édition	SOMMAIRE	Mobile money Les transactions atteignent 4 435 milliards FCFA au Togo en 2025  P 5	Savanes Le Pnud lance un projet agricole au profit de plus de 1 000 producteurs  P 9	Gestion durable des déchets Kpalimé offre le cadre pour l'émergence d'une position africaine commune  P 10
---	-----------------	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Allengueyere Martine : un témoignage inspirant de résilience à Kanté

Dans la Ville de Kanté (préfecture de la Kéran), une femme courageuse défie les normes et surmonte les obstacles avec détermination. Allengueyere Martine, veuve depuis 17 ans, est bien plus qu'une simple commerçante de céréales ; elle est un symbole de résilience et de force.

elle a pris les rênes de sa vie et a immédiatement commencé à travailler dans la commercialisation de boissons locales. Déterminée à réussir, Martine a contracté un crédit chez sa tante pour démarrer son entreprise. À chaque fois qu'elle de continuer à investir dans son entreprise. En parallèle, Martine s'est également lancée dans l'élevage de porcs pour diversifier ses sources de revenus jusqu'à ce qu'elle ne rejoigne son mari. Malheureusement, Martine a connu le veuvage, très

refuse d'être une victime de son destin. "Quand mon mari est décédé, j'ai cru que c'était la fin. Mais j'ai trouvé la force de me relever pour mes enfants et moi-même", partage Martine avec émotion.

En effet lorsque Martine a eu accès au crédit APSEF du FNFI, tout a changé pour elle. Grâce à ce produit, elle n'a plus eu besoin de dépendre de prêts familiaux. Le premier montant qu'elle a reçu a été judicieusement investi dans l'achat de mil pour la fabrication de boissons locales. Puis, avec le dernier montant reçu, elle a progressivement diversifié son activité en se lançant dans la revente de céréales et de mil qu'elle achetait et stockait.

"Le soutien financier du crédit APSEF m'a donné les moyens de réaliser mes rêves et de créer un avenir meilleur pour ma famille", souligne Martine.

Aujourd'hui, Martine a abandonné la vente de boissons pour se consacrer entièrement à l'achat et à la revente de céréales et de mil. Son entreprise est un témoignage vivant de son courage, de sa

persévérance et de sa détermination à assurer un avenir meilleur pour elle-même et ses enfants.

"Je suis fière de dire que je n'ai jamais abandonné, même lorsque les choses étaient difficiles. C'est ma détermination qui m'a permis d'être là aujourd'hui", affirme Martine avec détermination.

"Mes enfants sont ma plus grande motivation. Leur sourire est ma récompense pour tous mes efforts", ajoute-t-elle avec un sourire aux lèvres.

"Je suis reconnaissante envers ma tante pour son soutien financier au départ et envers le FNFI pour m'avoir donné l'opportunité de devenir autonome", conclut Martine, remplie de gratitude.

L'histoire inspirante de Martine rappelle que, même face aux défis les plus difficiles, il est possible de trouver la force intérieure pour surmonter les obstacles et réussir. Elle est un exemple remarquable de la capacité de résilience humaine et de la détermination à créer un avenir meilleur, malgré les difficultés rencontrées sur le chemin.



Allengueyere Martine

Confrontée à l'injonction de son père de quitter l'école pour privilégier l'éducation de ses frères,

remboursait ses prêts avec intérêt, sa tante lui accordait de nouveaux prêts, lui permettant ainsi

tôt, une épreuve qui précipite souvent de nombreuses femmes dans la pauvreté. Mais Martine

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





Fonds National de la Finance Inclusive

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	---	---

Togo-Chine

Retour sur cette importante étape de renforcement des relations

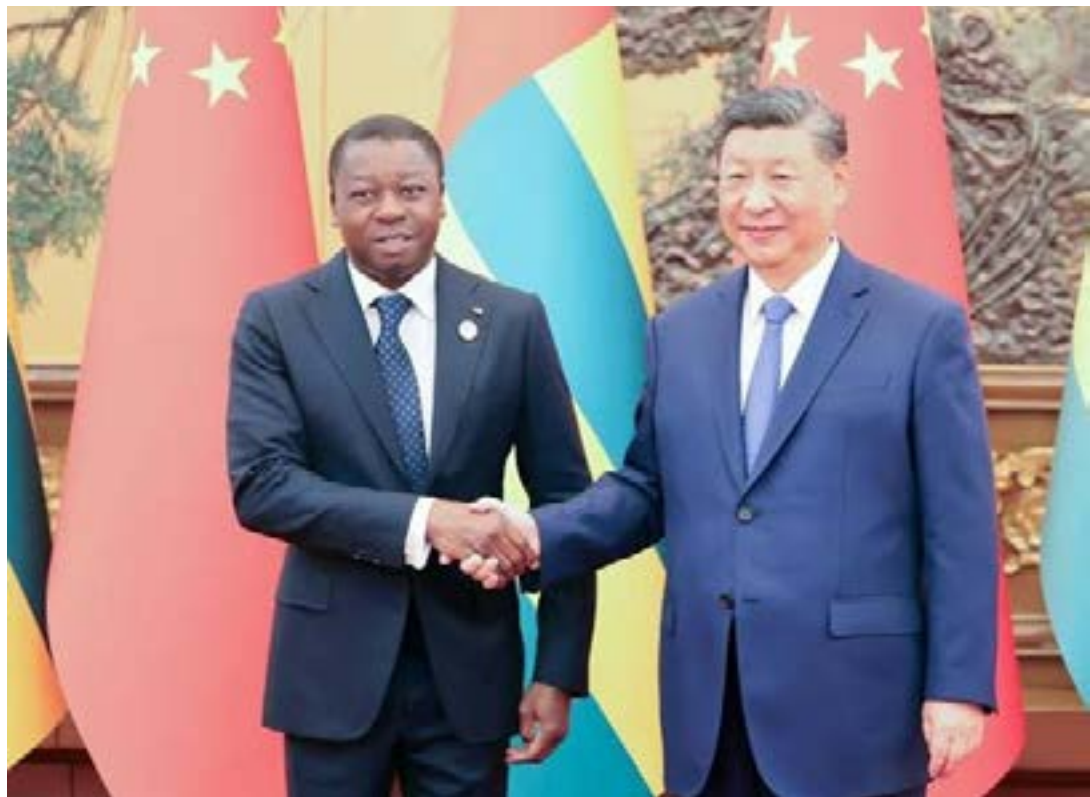
Du 9 au 16 octobre 2026, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué une mission en République populaire de Chine, marquée par la signature de quinze accords publics et privés.

Zhao Leji, ont réaffirmé l'engagement des deux pays en faveur d'une coopération fondée sur l'amitié, la confiance mutuelle et des intérêts partagés.

La mobilisation du secteur privé constitue un levier essentiel pour concrétiser les engagements pris. L'accord conclu avec Huawei vise à soutenir la transformation numérique

toutefois de la capacité des entreprises nationales à saisir ces opportunités, à améliorer leur compétitivité et à développer des activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois.

Leur volume global est passé de 3,5 milliards de dollars (environ 2050 milliards de FCFA) en 2024 à 5,43 milliards en 2025 (3.180 milliards de FCFA), soit une hausse d'environ 55%.



Faure Gnassingbé (à gauche) et Xi Jinping (Image d'archives)

Axée sur le renforcement des liens diplomatiques, la promotion des secteurs socioéconomiques et la mobilisation du secteur privé, cette visite visait à consolider le partenariat sino-togolais, à stimuler les investissements et à favoriser la création de richesses et d'emplois. Diplomatie : Consolider les relations entre Lomé et Pékin La visite s'inscrivait dans la volonté du Togo de diversifier ses partenariats internationaux et d'approfondir sa coopération avec la Chine, dans le cadre de la « Communauté d'avenir partagé Chine-Togo à l'ère nouvelle ». Les entretiens du président du Conseil avec le président chinois Xi Jinping, le Premier ministre Li Qiang et le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale,

La Déclaration conjointe met notamment en avant le soutien de la Chine aux réformes institutionnelles du Togo et à la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031. Les visites dans les provinces du Shaanxi, du Fujian et du Guangdong ont également permis d'explorer des pistes de coopération dans l'agriculture intelligente, l'industrie, la recherche océanographique, les infrastructures portuaires et le développement local. Un cadre de coopération entre le Shaanxi et la région de la Kara prévoit par ailleurs des échanges dans l'agriculture, l'énergie et la gestion des ressources naturelles.

Secteur privé : Huawei et Ecobank au cœur des opportunités économiques

du Togo, notamment dans la connectivité, l'énergie, les transports intelligents et les douanes intelligentes. Il ambitionne de moderniser les infrastructures, d'améliorer les services publics et de renforcer les compétences locales.

De son côté, le partenariat entre Ecobank Group et le système chinois de paiements transfrontaliers CIPS doit faciliter les transactions en renminbi entre la Chine et l'Afrique, offrant ainsi de nouvelles possibilités aux entreprises togolaises engagées dans les échanges commerciaux avec des partenaires chinois.

Ces partenariats ouvrent des perspectives en matière d'innovation, d'investissement et de développement des activités économiques. Leur impact dépendra

Secteurs socioéconomiques : Des accords pour soutenir le développement

Les quinze accords conclus couvrent plusieurs domaines stratégiques, notamment l'agriculture, l'industrie, le commerce, les finances, le numérique, le développement vert, les institutions, les médias et la formation.

Parmi les principaux acquis figurent un protocole prévoyant l'annulation partielle de la dette du gouvernement togolais, ainsi qu'un accord définissant les exigences phytosanitaires pour l'exportation du soja togolais vers la Chine. Cette ouverture offre de nouvelles perspectives aux producteurs, sous réserve du respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire.

Les deux pays entendent également renforcer leur coopération industrielle, développer le commerce électronique et faciliter les échanges douaniers, notamment à travers le programme des opérateurs économiques agréés. D'autres engagements concernent la construction d'un bâtiment destiné au ministère togolais des Affaires étrangères, un appui matériel au ministère chargé de la Sécurité et le renforcement des échanges professionnels dans les médias et la formation. Cette coopération intervient dans un contexte de progression des échanges commerciaux.

Selon les chiffres avancés, les exportations togolaises vers la Chine ont atteint 1,28 milliard de dollars (environ 750 milliards de FCFA) en 2025, contre 250 millions (147 milliards de FCFA) en 2024.

L'enjeu est désormais de consolider cette dynamique, de diversifier les exportations et d'accroître la transformation locale des matières premières afin de renforcer la valeur ajoutée nationale et l'emploi.

La voie est désormais tracée pour concrétiser la diplomatie économique

La mission du président du Conseil en Chine constitue une nouvelle étape dans le renforcement des relations entre Lomé et Pékin. Les avancées diplomatiques, les accords socioéconomiques et les partenariats avec le secteur privé ouvrent de nouvelles perspectives pour la transformation de l'économie togolaise. L'enjeu est désormais de traduire ces acquis diplomatiques en opportunités concrètes de développement.

La mise en œuvre effective des accords devra favoriser les investissements, faciliter l'accès aux marchés et renforcer les capacités productives nationales. Les entreprises, les producteurs et l'ensemble des acteurs économiques sont ainsi appelés à s'approprier ces opportunités pour développer leurs activités, accroître la valeur ajoutée locale et créer des emplois durables.

TM

Allemagne-Togo

De nouveaux engagements au titre de la coopération financière et technique

Les consultations intergouvernementales sur la coopération au développement entre le Togo et l'Allemagne se sont achevées le 23 octobre 2026 à Lomé par la tenue de la session plénière.

Cette session qui a regroupé l'ensemble des départements ministériels et structures concernés par la coopération germano-togolaise, témoigne de l'excellence et

du dynamisme continu des relations d'amitié unissant les deux nations. Les travaux de la plénière ont permis d'évaluer le niveau de réalisation de l'ensemble des projets

qui bénéficient de la coopération germano-togolaise et d'adopter des points de convergence entre les deux parties en vue d'une exécution optimale des projets. Plusieurs

points de dialogue/questions ouvertes ainsi que les prochaines étapes ont été débattus. Cette session ...

Suite à la page 4

Allemagne-Togo

Suite de la page 3

De nouveaux engagements au titre de la coopération financière et technique

... a également permis à la partie allemande d'annoncer les nouveaux engagements au titre de la coopération financière et technique. Il est opportun de souligner que les domaines suivants sont concernés par les consultations bilatérales entre les deux pays : Agriculture et développement rural ; énergie, bonne gouvernance et développement des territoires ; avancement des constructions des infrastructures ; santé, droits sexuels et reproductifs ; Développement économique durable ; formation professionnelle et développement du secteur privé. Il convient de rappeler qu'en prélude à la session plénière, les consultations ont débuté le 19 octobre 2026, par des dialogues sectoriels intenses et des visites de terrain, notamment dans la région de la Kara, de la Centrale et des Plateaux. Dans son allocution de clôture, le ministre

délégué en charge de la Coopération et des Togolais de l'Extérieur, Yakoley Johnson, a tenu à saluer, sous la haute orientation de Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, l'annonce de nouveaux engagements financiers allemands de plus de 39 millions d'euros (soit plus de 25 milliards de francs CFA). Ces ressources viennent renforcer un portefeuille global déjà solide, articulé autour des grands pôles prioritaires mentionnés ci-dessus.

Trois orientations stratégiques majeures pour l'avenir
Les travaux de cette session ont permis de dégager trois axes directeurs fondamentaux pour le suivi de la coopération. Il s'agit de :
Consolider les investissements à fort impact : Avec notamment le lancement du projet « Irrigation + », l'accent est mis sur les cantines scolaires et les pistes rurales, le renforcement de la centrale hybride

hydro-solaire de Nangbéto via la KfW, ainsi que la consolidation du projet GNOZOU pour la décentralisation.

recommandations issues des dialogues sectoriels, de l'audit du Fonds d'aide aux collectivités territoriales (Fact) à la sécurisation

professionnelle (CREFTP) de Kara, l'appui à l'unité SONU de Kantè, l'inspection de pistes rurales réhabilitées et la



Photo de famille des officiels et autres participants (Crédit photo : diplomatie.gouv.tg)

Garantir la durabilité et l'efficacité des infrastructures : Qu'il s'agisse des structures sanitaires (à Kara et Kantè), des infrastructures de formation ou des investissements économiques, l'impératif d'une maintenance rigoureuse et d'un suivi opérationnel a été réaffirmé. Passer résolument des engagements aux résultats : Assurer un suivi strict des

foncière agricole et au renforcement de l'efficacité énergétique. Avant la plénière, la délégation allemande a pu constater de visu l'impact des projets à l'intérieur du pays, à travers des étapes clés telles que la visite du site maraîcher de la Zone d'aménagement agricole planifiée (Zaap) de Sarakawa, la remise d'équipements au Centre régional d'enseignement technique et de formation

découverte du centre de formation de l'ONG Aklala-Batik à Kpalimé. En déclarant clos les travaux, le ministre délégué Yackoley Johnson a réitéré la profonde gratitude du gouvernement togolais à l'Allemagne, réaffirmant la détermination de Lomé à veiller à la mise en œuvre diligente de l'ensemble des conclusions pour un développement inclusif et durable.

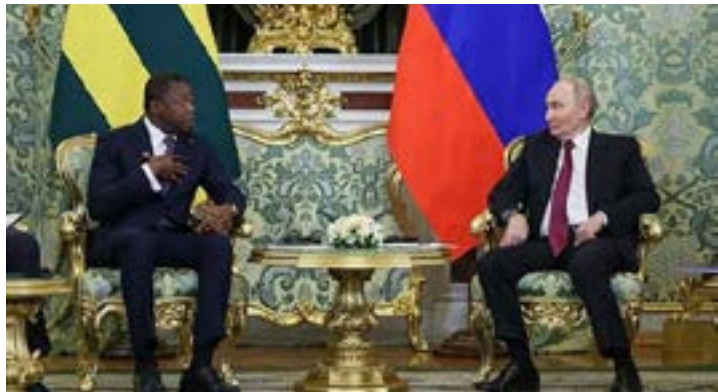
E. Dadzie

Sommet Russie-Afrique

Les objectifs du Togo à cette 3ème édition

À l'invitation de Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part au troisième sommet Russie-Afrique, qui s'ouvre aujourd'hui à Moscou.

Ce sommet réunira des chefs d'État et de gouvernement africains ainsi que les partenaires au développement autour des questions de commerce, d'investissement et de développement, dans le prolongement des éditions de Sotchi en 2019 et de Saint-Petersbourg en 2023. Le Togo y prendra part avec des priorités précises inscrites dans la Feuille de



Faure Gnassingbé (à gauche) et Vladimir Poutine (Image d'archives)

route gouvernementale : la sécurité alimentaire et l'accès aux intrants agricoles, la formation technique et scientifique de sa jeunesse, l'énergie ainsi que la valorisation de sa plateforme logistique

et portuaire comme porte d'entrée vers les marchés de la sous-région. Le président du Conseil présentera également les opportunités d'investissement offertes par le pays. Fidèle à sa

diplomatie d'ouverture et de partenariats diversifiés, le Togo entend, à travers cette participation, élargir le champ de ses coopérations au service de son développement et de la stabilité régionale, en cohérence avec ses engagements envers l'ensemble de ses partenaires.

Pour rappel, la participation du Togo au troisième forum Russie-Afrique s'inscrit dans le contexte du renforcement des relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Moscou, marquées ces dernières

années par une volonté commune des plus hauts dirigeants des deux pays de consolider le dialogue politique et de développer de nouveaux axes de partenariat.

Cette dynamique s'est notamment illustrée par la tenue, à Lomé du 29 septembre au 1er octobre 2026, de la première session de la Commission mixte intergouvernementale Togo-Russie, une des retombées de la visite officielle du président du Conseil à Moscou en novembre 2025.

Edem Dadzie

CORIS BANK
INTERNATIONAL

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

0% TAUX

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

*Offre soumise à conditions

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

Finances publiques

Le Togo atteint 87,12 % de mise en œuvre des directives de l’Uemoa

Le Togo affiche un taux de transposition et de mise en œuvre des directives communautaires de 87,12 %, selon les résultats présentés lors de la revue 2026 de l’Observatoire des finances publiques de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), ouverte le lundi 26 octobre à Lomé. Cette performance dépasse de 9,14 points la moyenne de l’Union, établie à 77,98 %, d’après les données communiquées par le ministère togolais chargé des Finances.



La rencontre réunit des experts des 8 États membres, des représentants de la Commission de l’Uemoa, de la Cour des comptes, de la Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (Bceao) et de la Banque ouest-africaine de

développement (BOAD). Les participants examinent notamment les termes de référence destinés à réviser les directives communautaires adoptées en 2009, après plus de 15 années d’application.

Cette révision vise à adapter le cadre harmonisé de gestion des finances publiques aux évolutions des pratiques budgétaires, comptables et statistiques. Les travaux prennent notamment en

considération le Manuel de statistiques de finances publiques du Fonds monétaire international (FMI), publié en 2014, ainsi que les normes comptables internationales du secteur public IPSAS de 2020.

Edy Alley

Mobile money

Les transactions atteignent 4 435 milliards FCFA au Togo en 2025

Le mobile money confirme son ancrage dans les habitudes financières au Togo. En 2025, les transactions par monnaie électronique ont atteint 4 435,3 milliards FCFA, en hausse de 7,9 % par rapport à 2024, selon le Tableau de bord de l’inclusion financière dans l’Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), publié par la Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (Bceao). Au-delà des montants échangés, le pays se distingue par l’utilisation récente de ses portefeuilles électroniques.

Sur l’ensemble de l’année, les services de monnaie électronique ont enregistré 409,7 millions d’opérations au Togo. Le pays représente ainsi 2,5 % du nombre de transactions recensées dans l’Union et 2,02 % de leur valeur. Ces chiffres correspondent à des flux cumulés : une même somme peut être déposée, transférée puis retirée, chaque opération étant comptabilisée séparément. À l’échelle régionale, la progression est plus marquée. La valeur des transactions a augmenté de 39,7 %, pour atteindre 219 151 milliards FCFA, tandis que leur nombre s’est élevé à 16,37 milliards. La Côte d’Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso concentrent près de 80 % de la valeur échangée dans l’Union.

Plus de la moitié des comptes sont actifs

Le Togo se démarque surtout par le taux d’activité de ses portefeuilles électroniques. Sur 10,45 millions de comptes

recensés en 2025, près de 5,69 millions ont été considérés comme actifs. Le taux atteint 54,48 %, contre une moyenne régionale de 32,56 %. Le pays occupe ainsi le deuxième rang de l’Uemoa, derrière la Guinée-Bissau, à 60,67 %, et devant le Burkina Faso, à 50,36 %.

Pour la Bceao, un compte actif est un portefeuille ayant enregistré au moins une transaction au cours des 90 derniers jours. Cet indicateur mesure donc l’utilisation récente des services, et non le nombre de personnes

sur 73,4 millions d’opérations. Les transferts entre comptes bancaires de particuliers et portefeuilles électroniques ont, pour leur part, totalisé 207,1 milliards FCFA, pour 2,32 millions de transactions. Les opérations de dépôt et de retrait demeurent également centrales. Les rechargements de portefeuilles ont atteint 1 332,6 milliards FCFA, pour 98,1 millions d’opérations. Les retraits d’espèces se sont élevés à 1 292,3 milliards FCFA, à travers 81,6 millions de transactions.

Ensemble, ces deux



Une commerçante devant son étalage (Image générée par l’IA)

qui y recourent. Un même utilisateur pouvant posséder plusieurs portefeuilles, le nombre de comptes ne correspond pas à celui des clients. Le Togo représente 6,14 % des comptes actifs de l’Union, pour 3,67 % des comptes ouverts.

Les espèces restent au cœur des usages

Les transferts de personne à personne ont représenté 1 258,8 milliards FCFA, répartis

catégories représentent près de 59,2 % de la valeur totale des opérations de monnaie électronique au Togo en 2025. Cette proportion souligne le rôle du mobile money comme passerelle entre les espèces et les soldes électroniques. L’enjeu sera désormais de consolider ces usages et d’élargir les possibilités de paiement numérique pour renforcer l’inclusion financière.

E. A

Togo-Chine

15 accords signés pour renforcer les échanges économiques

La coopération entre le Togo et la Chine amorce une nouvelle étape. Du 9 au 16 octobre 2026, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a effectué une visite officielle en République populaire de Chine, qui a abouti à la signature de quinze accords publics et privés. Ces engagements concernent plusieurs secteurs stratégiques, avec l’objectif de stimuler les investissements, de diversifier les échanges et de soutenir le développement économique du Togo.

Au cours de son séjour, le dirigeant togolais s’est entretenu avec le président chinois Xi Jinping, le Premier ministre Li Qiang et le président du Comité

permanent de l’Assemblée populaire nationale, Zhao Leji. Les discussions ont porté sur le renforcement des relations bilatérales, la coopération institutionnelle et la mise en œuvre de projets communs. La Déclaration conjointe prévoit notamment un soutien chinois aux réformes institutionnelles togolaises et à la Feuille de route gouvernementale 2026-2031.

Les visites dans les provinces du Shaanxi, du Fujian et du Guangdong ont permis d’explorer des possibilités de coopération dans l’agriculture intelligente, l’industrie, la recherche océanographique et les

infrastructures portuaires. Le secteur privé occupe également une place importante dans les accords conclus. Le partenariat avec Huawei porte notamment sur la connectivité, l’énergie, les transports intelligents et la modernisation des douanes. De son côté, l’accord entre Ecobank Group et le système chinois de paiements transfrontaliers CIPS vise à faciliter les transactions en renminbi entre la Chine et l’Afrique, notamment pour les entreprises engagées dans les échanges commerciaux.

Dans le domaine agricole, un accord fixe les exigences phytosanitaires pour l’exportation du

soja togolais vers le marché chinois. D’autres engagements concernent le commerce électronique, la coopération industrielle, les échanges douaniers et le développement vert. Un protocole prévoit également l’annulation partielle de la dette du gouvernement togolais. La coopération s’étend aux médias, à la formation et aux institutions publiques.

Ces engagements interviennent dans un contexte de progression des échanges commerciaux. Selon les chiffres communiqués, leur volume global a atteint 5,43 milliards de dollars en 2025, contre 3,5

milliards en 2024, soit une hausse d’environ 55 %. Les exportations togolaises vers la Chine seraient passées de 250 millions à 1,28 milliard de dollars sur la même période.

La prochaine étape sera celle de la mise en œuvre. La concrétisation des accords devra faciliter l’accès au marché chinois, encourager la transformation locale des matières premières et renforcer la compétitivité des entreprises togolaises. L’enjeu consiste à convertir cette coopération en retombées durables, notamment en matière de production, de revenus et d’emplois.

La Rédaction

Pouvoir d'achat des ménages

Le plan du gouvernement pour maintenir l'inclusion

La vie chère n'épargne pas le Togo. Face à cette situation, le gouvernement déploie un ensemble de mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Des subventions ciblées à la lutte contre la spéculation sur les marchés, ce dossier revient sur les principaux leviers mobilisés par les autorités pour atténuer les effets de la vie chère.

les coûts des denrées alimentaires et des produits pétroliers ne cessent de peser sur le pouvoir d'achat des populations. Le niveau de vie devient éprouvant pour les ménages modestes et les zones rurales, où les taux de pauvreté sont les plus élevés.

Face à la situation, le gouvernement passe à l'action. Il déploie des

réformes pour faire baisser l'inflation. C'est ainsi que des réformes structurelles telles que la modernisation agricole et l'amélioration du climat des affaires sont promues.

Les efforts de stabilisation de la politique monétaire et fiscale du pays, ainsi que le soutien des institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds

Dans un contexte africain marqué par une flambée généralisée des prix, le Togo s'emploie également à contenir la vie chère et à préserver l'essentiel : le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, face aux secousses venues de l'extérieur, l'inflation importée, les tensions logistiques, la volatilité des marchés, les autorités font le choix d'une réponse méthodique, alliant régulation, soutien social et réformes structurelles.

La stratégie de protection, sans nier les contraintes, vise à amortir les chocs et à maintenir l'équilibre social. Au cœur de l'action publique, la stabilisation des prix des produits de grande consommation. Céréales, hydrocarbures, transports et services essentiels font l'objet de mesures ciblées, allant de la régulation des marges à des ajustements fiscaux temporaires.

L'objectif est d'éviter que les hausses internationales n'impactent le coût de la vie au niveau local. Cette vigilance permanente se traduit par des mécanismes de contrôle renforcés et un dialogue constant avec les opérateurs économiques, afin de garantir

dans la production locale, hydroélectrique et solaire notamment, le Togo a réduit sa dépendance et protège les consommateurs. L'accès élargi à l'électricité, jusque dans les zones rurales, a également permis de contenir les coûts domestiques et de soutenir l'activité économique de proximité.

En amont, le soutien social et les filets de sécurité sont aussi renforcés. La lutte contre la vie chère s'accompagne d'un renforcement des filets sociaux. Les transferts monétaires, la protection sociale et l'assurance maladie jouent un rôle d'amortisseur, en particulier pour les ménages vulnérables. L'intégration progressive de nouvelles couches sociales dans les dispositifs existants permet de couvrir davantage de citoyens et de réduire l'impact des hausses de prix sur les budgets familiaux.

L'État met également l'accent sur la nutrition, la santé et l'éducation, en maintenant des politiques de subvention et de gratuité ciblée. En investissant dans l'humain, le pays a choisi de traiter la vie chère non comme une fatalité, mais



Photo illustrant la vente de produits de consommation

La vie chère résulte de facteurs structurels, géopolitiques et climatiques qui pèsent sur les finances publiques et le budget des ménages. Si l'inflation gonfle artificiellement les recettes fiscales dans un premier temps, elle finit par dégrader rapidement et profondément les finances publiques.

À travers l'augmentation massive des dépenses d'intervention, la revalorisation mécanique des charges publiques et le renchérissement du coût de la dette, la vie chère n'épargne pas l'État. Au Togo, plusieurs facteurs pourraient expliquer ce phénomène. Il s'agit notamment de la crise sanitaire de la Covid-19, de l'impact des conflits internationaux, des chocs climatiques, de l'insécurité dans le nord du pays et de facteurs internes, pour ne citer que ces derniers.

Ces dernières années, la vie chère se manifeste par une forte pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Portés par l'inflation,

mesures d'envergure pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

Quid de l'arsenal déployé ? Engagé à garantir le bien-être de la population et à lui offrir les leviers nécessaires pour faire face à la vie chère, le gouvernement déploie depuis plusieurs années une série d'initiatives. Parmi celles-ci figurent l'octroi de subventions, le plafonnement des prix des produits de grande consommation, la suspension de certaines taxes, ainsi que la revalorisation de la valeur indiciaire des salaires et des pensions dans la fonction publique.

L'amélioration du pouvoir d'achat appelle à l'innovation constante pour offrir de meilleures conditions de vie à la population. Elle repose sur deux (2) facteurs principaux : l'évolution des revenus (salaires, allocations, etc.) et l'évolution des prix (l'inflation).

Dans l'élan d'une innovation constante, le gouvernement s'attèle à multiplier les

monétaire international (FMI) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), y jouent également leur rôle. Se concentrant sur la transformation économique avec la feuille de route



Activités commerciales au Grand marché de Lomé

visant la croissance durable et l'inclusion sociale, le gouvernement a su, lentement, mais sûrement, faire baisser l'inflation. Elle est passée de près de 3 % en décembre 2024 à 0,1 % fin juin 2026.

l'approvisionnement et de limiter les abus.

Le secteur de l'énergie

Dans le secteur d'énergie, bien qu'encore confronté à des défis, le choix est déterminant. En investissant

comme un enjeu de justice sociale et de cohésion nationale.

Agir sur le coût du transport

La hausse des coûts des produits pétroliers induit

celle des transports. Cette dernière a pour conséquence directe la pression sur le pouvoir d'achat des ménages, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et le risque de tension sociale.

Conscientes des réalités susmentionnées, les autorités togolaises s'engagent sur des mesures palliatives en baissant les frais au péage. Depuis juillet 2026, les bus et autocars paient 1 400FCFA contre 1 500FCFA auparavant, les poids lourds à 2 essieux 2 400FCFA contre 2 500FCFA, les 3, 4 et 5 essieux 2 800FCFA au lieu de 3 000FCFA, les 6 et 7 essieux 3 300FCFA au lieu de 3 500FCFA et les 8 essieux et plus 4 700FCFA au lieu de 5 000FCFA. Cependant, les tarifs des engins à deux-roues, tricycles, véhicules légers et minibus restent inchangés. Au-delà des mesures conjoncturelles, l'action du gouvernement s'inscrit dans la durée. Parmi les mesures structurelles engagées figurent la modernisation de l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire, l'extension de l'Assurance maladie universelle (AMU) et le déploiement des filets sociaux.

Promouvoir la production et la consommation locale

Dans la recherche de moyens pour améliorer le panier de la ménagère, l'investissement dans la production et la consommation locales devient une priorité. En investissant dans la production locale, hydroélectrique et solaire, le Togo réduit sa dépendance et protège les consommateurs. L'accès élargi à l'électricité, jusque dans les zones rurales, permet de contenir les coûts domestiques et de soutenir l'activité

économique de proximité. En soutenant les filières vivrières, en facilitant l'accès aux intrants et en améliorant les infrastructures de stockage et de transport, le pays réduit sa vulnérabilité aux importations et stabilise les marchés internes.

Cette dynamique s'étend à l'industrie de transformation et au commerce, avec des incitations à l'investissement et à la création d'emplois. En rapprochant les lieux de production des lieux de consommation, le Togo limite les coûts intermédiaires et renforce la résilience de l'économie. La production et la consommation locale passent également par l'accompagnement à l'agriculture, qui emploie 60 % de la population active et contribue à 40 % du produit intérieur brut (PIB).

De l'accompagnement technique, financier et social aux producteurs, en passant par la promotion de l'agroécologie et de l'agro-industrie, toutes les initiatives sont bonnes pour accroître la contribution de l'agriculture au développement et mettre les acteurs à l'abri du besoin.

Dans la même logique, celle d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, un accent est mis sur le développement des infrastructures. Qu'elles soient routières, énergétiques ou portuaires, aucun secteur n'est laissé pour compte.

Par ailleurs, l'aménagement de milliers de kilomètres de pistes rurales, couplé à la modernisation des infrastructures routières, génèrent de multiples retombées positives : un meilleur accès aux marchés

permet aux agriculteurs de transporter leurs récoltes plus facilement et à moindre coût, réduisant les pertes post-récoltes et augmentant leurs revenus, avec à la clé, le coût du transport réduit de moitié dans certaines localités.



Etal de condiments dans un marché local

Au niveau des infrastructures portuaires, des investissements permettent de positionner le port de Lomé parmi les 100 premiers dans le monde et d'accroître sa contribution au développement.

Le soutien au secteur privé à travers des mesures d'allègement fiscal et des réformes visant l'amélioration du climat des affaires, participe à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Et ce, via l'amélioration des revenus des entreprises qui rejaillit directement sur les populations, par la création de nouveaux emplois.

Renforcer l'appui social

Des programmes sociaux tels que les transferts monétaires et la distribution régulière des kits alimentaires aux plus vulnérables participent également à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. L'exemple le plus illustratif est le lancement, en décembre 2025, du Programme de développement social,

dont la phase 1 vise 700 000 ménages sur l'ensemble du territoire national. Mais bien avant, le programme de transfert monétaire Filets sociaux a permis de toucher 120 000 ménages. Au-delà, la diversification des secteurs porteurs

pour les ménages les plus vulnérables.

La politique budgétaire accorde une part prépondérante aux secteurs sociaux. Un montant de 300 milliards de francs CFA est

comme le numérique et le tourisme participe aux stratégies du gouvernement pour améliorer le pouvoir d'achat. Mieux, l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), passé de 35 000 FCFA à 52 500 FCFA, participe à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations.

Dans l'ensemble, ce qui distingue l'approche togolaise, c'est la constance de la gouvernance. L'écoute des populations, le suivi des indicateurs de prix et l'ajustement des politiques traduisent une volonté d'anticipation. Le pays fait ainsi le pari de la prévention et de l'équilibre.

Les leviers fiscaux pour relever les défis

En appliquant des exonérations fiscales sur le prix du gaz naturel, le gouvernement entend garantir à moyen et à long terme l'accès à cette ressource essentielle pour la production d'électricité et le développement industriel. Et mieux encore, assurer la stabilité des prix

spécifiquement consacré aux secteurs de la santé et de l'éducation, incluant l'extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) et la modernisation des infrastructures scolaires.

Malgré les efforts déployés, l'amélioration du pouvoir d'achat des populations reste confrontée à plusieurs défis. Ces derniers incluent une inflation qui érode les gains salariaux, la pression fiscale et le coût des prestations sociales.

La gestion de la concurrence, les inégalités croissantes, les problèmes structurels comme le manque d'emplois de qualité, ainsi que les enjeux démographiques constituent également des défis pour l'amélioration du pouvoir d'achat. Si les fondations d'un pouvoir d'achat restauré sont posées, le chantier togolais demeure immense, car l'amélioration des conditions de vie est avant tout une question de dignité au quotidien.

Caleb Akponou

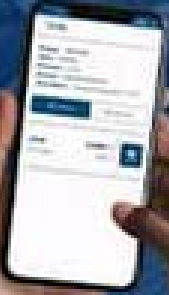
En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play





OTR
OPÉRATEUR TOLÉANT DES REVENUS

FÉDÉRER POUR BÂTIR

www.otr.tg



AVIS DE DÉCÈS



Les familles **BLATHOLDO** et **AYIVON-SÉTÉNOU**,
Mr. SLATER Jean-Marie Bozo, ses frères, ses sœurs et leurs enfants
ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur chère et regrettée

BLATHOLDO Pauline

survenu le 12 septembre 2026, à l'âge de 93 ans.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

VENDREDI 30 OCTOBRE 2026

- Messe de la veille au temple méthodiste « Cité de Grâce », à Kégué, à 18 h 30.

SAMEDI 31 OCTOBRE 2026

- Levée du corps à 7 h 30 suivie du culte d'enterrement à 8 h 00.

- Salutations d'usage sur le parvis du temple à la sortie du culte.

- Inhumation au cimetière de Yokoé, dans la stricte intimité familiale.

DIMANCHE 1er NOVEMBRE 2026

- Culte d'action de grâce à 9 h 00, dans le même temple, suivi de la sortie de deuil à la maison mortuaire, sise derrière la maison NATCHABA.

Que son âme repose en paix.

Débat du jour :

Un jour, ta femme en allant au marché croise un monsieur qui la drague. Le monsieur a promis une moto de 1 million FCFA et beaucoup d'autres biens matériels à ta femme si elle l'accepte comme son époux. Le monsieur la dérange jusqu'à ce qu'elle accepte sa demande sans que tu sois au courant de rien. Deux jours après, il donne rendez-vous à ta femme pour lui offrir la moto qu'il lui a promise. Une fois chez le vendeur, et après avoir choisi la moto il demande à essayer avant de la remettre à ta femme (sa nouvelle copine). C'est comme ça, il est parti avec la moto et laissant ta femme là. C'est ainsi le vendeur envoie ta femme



au commissariat. Au commissariat, elle donne ton numéro au commissaire. Tu arrives au commissariat, le commissaire t'explique la situation, et pour finir, on te demande de payer les 1 million ou ta femme ira en prison.

NB : Vous avez 3 enfants ensemble et le plus petit a 5 ans. Vas-tu payer les 1 million pour ramener ta femme a la maison où tu la laisses faire la prison ? Débat ouvert à toutes et à tous; bonne réflexion.

Après avoir entendue la prédication du pasteur, Toto dit à son ami: « mon cher, moi je ne mangerai jamais à la sueur de mon front comme nous le recommande la Bible». L'ami lui demande pourquoi? Il répond : « Parce que je travaille dans une chambre froide. Là bas il fait continuellement froid, comment pourrais-je y transpirer? ». Son ami répond : « Eh , en tout cas, il faut que tu vois le pasteur parce que ton cas n'est pas dans la bible !!

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY: Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY: Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédzanawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Straus);

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«D»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

CAN 2027

Patrice Neveu dévoile une pré-liste pour affronter l’Algérie

Le sélectionneur national du Togo, Patrice Neveu, a dévoilé une pré-liste de joueurs en vue de la double confrontation contre l’Algérie, prévue les 14 et 17 novembre 2026. Ces deux rencontres comptent dans la course à la qualification pour la Coupe d’Afrique des nations (CAN) 2027.



Patrice Neveu

Les Éperviers se déplaceront en Algérie le 14 novembre, avant de recevoir les Fennecs 4 jours plus tard. Cette double opposition constitue un défi important pour la sélection togolaise, appelée à obtenir des résultats face à un adversaire réputé du football africain.

Parmi les joueurs mentionnés sur la liste d’attente figure Khaled Narey, absent des derniers regroupements de la sélection. Son éventuel retour reste toutefois suspendu aux choix définitifs du sélectionneur. Patrice Neveu animera une conférence de presse le

mardi 3 novembre 2026 pour annoncer la liste définitive des joueurs retenus. Ce rendez-vous permettra de connaître le groupe chargé de défendre les couleurs togolaises lors de ces deux rencontres décisives.

La Rédaction

Savanes

Le Pnud lance un projet agricole au profit de plus de 1 000 producteurs

Pour améliorer les revenus ruraux et renforcer la cohésion sociale, la région des Savanes mise sur l’agriculture. Le 23 octobre 2026 à Dapaong, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le gouvernement togolais ont officiellement lancé le Projet de renforcement des chaînes de valeur agricoles inclusives et des systèmes alimentaires durables pour la cohésion sociale au Togo (Presavi-Togo).

Cette initiative entend contribuer à la transformation des systèmes alimentaires, à l’amélioration des revenus des producteurs et à la résilience des communautés. Pour sa phase pilote, le projet accompagnera plus de 1 000 producteurs et productrices regroupés au sein de 21 coopératives, autour des filières tomate et noix de coco.

L’intervention prévoit de renforcer les capacités de production, de soutenir l’entrepreneuriat agricole et de faciliter l’accès aux marchés. L’objectif est de créer des activités génératrices de revenus et des emplois, particulièrement pour les jeunes et femmes, tout en consolidant les liens sociaux dans les communautés bénéficiaires. En début octobre, le Pnud avait déjà remis des intrants

agricoles à 400 producteurs de tomates de la région. Cette dotation, composée notamment de semences et d’engrais, vise à soutenir le démarrage de la campagne agricole et à améliorer la productivité des exploitations.



Réception symbolique par le gouverneur des Savanes

Pour la Représentante résidente du Pnud, Binta Sanneh, les résultats du projet devront se traduire par des changements concrets dans les conditions de vie des populations. Elle a souligné que sa réussite se mesurera notamment à l’amélioration durable des revenus des ménages, à la création d’emplois décents pour les jeunes, à l’autonomisation économique des femmes et au renforcement de la cohésion sociale.

Cette nouvelle initiative s’inscrit dans un effort plus large d’appui au secteur agricole dans les Savanes.

En début d’année, plus de 2 500 femmes issues de 46 coopératives de transformation avaient bénéficié d’équipements estimés à plus de 100 millions de francs CFA. Les matériels distribués comprenaient

notamment des tricycles, des motopompes, des motoculteurs, des moulins et des équipements de transformation et de conservation.

Dans une région confrontée depuis plusieurs années à une situation sécuritaire fragile, ces investissements visent aussi à réduire les vulnérabilités économiques susceptibles d’alimenter les tensions communautaires. La mise en œuvre du Presavi-Togo devra désormais convertir les appuis annoncés en gains durables pour les producteurs et leurs communautés.

La Rédaction

Business / Échanges sino-africains

De nouveaux bureaux d’Ecobank à Pékin

Le groupe bancaire panafricain Ecobank renforce sa présence en Chine avec l’ouverture de nouveaux bureaux à Pékin. Cette initiative vise à faciliter les échanges commerciaux et les investissements entre les entreprises chinoises et africaines, en s’appuyant sur le réseau du groupe, présent dans 34 marchés africains.

Face à la diversité des monnaies, des réglementations et des systèmes de paiement sur le continent, les entreprises chinoises doivent adapter leurs opérations à des environnements économiques différents. Ecobank entend répondre à ces contraintes en leur proposant un accès facilité aux financements, aux paiements transfrontaliers et aux services bancaires locaux. Le groupe est présent en Chine depuis 2012. Les services concernés comprennent le financement



du commerce, la gestion de trésorerie, les paiements internationaux et les besoins en fonds de roulement. L’objectif est de simplifier la coordination des opérations des entreprises chinoises actives dans plusieurs pays africains, tout en leur donnant accès à une expertise des marchés locaux. L’enjeu est important au regard de l’intensification des relations économiques entre

les deux régions. Selon les chiffres avancés par Ecobank, les échanges commerciaux entre la Chine et l’Afrique ont atteint environ 348 milliards de dollars en 2025, un niveau record. Les infrastructures, l’industrie manufacturière, l’énergie et les technologies figurent parmi les secteurs concernés. Parallèlement, Pékin a annoncé un accès en franchise de droits de douane

pour les produits des 53 pays africains avec lesquels la Chine entretient des relations diplomatiques. Cette mesure ouvre des perspectives aux exportateurs du continent, même si leur capacité à en bénéficier dépendra notamment de leur compétitivité et de leur accès aux marchés. Ecobank renforce également ses partenariats financiers. En décembre 2025, le groupe

a signé un protocole d’accord avec Bank of China (Mauritius), dans le prolongement d’une relation engagée avec Bank of China en 2010. Cette coopération porte notamment sur le financement du commerce et le règlement des transactions internationales. Le groupe collabore aussi avec XTransfer, spécialisée dans les paiements internationaux destinés aux entreprises, afin d’élargir l’accès aux services financiers pour les sociétés commerçant entre les deux régions.

Les bureaux de Pékin doivent ainsi servir d’interface entre les entreprises chinoises, les investisseurs et les équipes d’Ecobank en Afrique de l’Ouest, centrale et de l’Est. Cette implantation vise également à faciliter les démarches des entreprises africaines souhaitant développer leurs activités avec la Chine.

La Rédaction

Togo/Protection du littoral

Réception de 26 nouveaux épis pour Gbodjomé, Agbodrafo, Goumoukopé et Kpémé

Depuis plusieurs années, le Togo s'engage dans diverses initiatives pour sauvegarder son littoral affecté par l'érosion, en mobilisant des fonds et en mettant en place des infrastructures de stabilisation.



Vue aérienne des travaux effectués sur le littoral togolais (Crédit photo : environnement.gouv.tg)

La réception provisoire de 26 nouveaux épis sur le secteur Gbodjomé-Agbodrafo-Goumoukopé-Kpémé constitue une avancée importante dans cette démarche. Les épis, qui sont des structures perpendiculaires à la plage, ont pour rôle de stabiliser le littoral et de limiter l'intrusion de la mer. Les travaux ont été exécutés conformément aux normes techniques, garantissant ainsi leur durabilité dans le temps.

En plus des vingt-six épis réceptionnés, le projet inclut également des interventions pour combler les bras morts des lagunes. Le financement a

été obtenu par le gouvernement togolais grâce à ses partenaires, notamment l'Agence française de développement (AFD) et Invest International, avec la Banque mondiale agissant en tant qu'agence d'exécution.

Ces nouvelles constructions s'inscrivent dans la continuité des projets précédents : Sept épis récemment construits à Agbodrafo, six anciens réhabilités ainsi qu'un brise-lames prolongé de 200 mètres à Aného. En tout, quatorze infrastructures avaient déjà été réalisées lors de la première phase de ce projet.

La rédaction

Gestion durable des déchets

Kpalimé offre le cadre pour l'émergence d'une position africaine commune

Kpalimé accueille depuis le lundi 26 octobre 2026, le forum Territoires d'Afrique « Zéro Déchet », une rencontre continentale qui marque une nouvelle étape dans l'engagement du Togo en faveur de la gestion durable des déchets.

En assurant le leadership du chapitre Afrique de l'Initiative Zéro Déchet, le pays entend contribuer à l'émergence d'une position africaine commune fondée sur les principes de l'économie circulaire. Une mobilisation continentale autour des défis de la gestion des déchets

Plus de 300 participants venus du Togo et de plusieurs pays africains prennent part à cette rencontre de haut niveau. Élus locaux, parlementaires, autorités traditionnelles, universitaires, partenaires techniques et financiers, représentants du secteur privé, organisations de la société civile et jeunes réfléchissent ensemble aux solutions innovantes en matière de gestion des déchets.

Véritable cadre de concertation et de partage d'expériences, le forum Territoires d'Afrique « Zéro Déchet » vise à renforcer la coopération entre les acteurs territoriaux et à promouvoir des stratégies durables adaptées

aux réalités du continent. Les échanges devront également permettre de dégager des propositions concrètes en vue de l'élaboration d'une position africaine commune qui sera portée lors de la

des modèles économiques plus durables.

À travers cette initiative, Kpalimé se positionne comme un espace stratégique de dialogue, d'innovation et de mobilisation en faveur de



Vue partielle des officiels et participants (Crédit photo : environnement.gouv.tg)

31ème Conférence des Parties (COP 31) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) prévue à Antalya, en Türkiye en novembre prochain. Le Togo réaffirme son engagement pour un développement durable. La cérémonie officielle d'ouverture a été présidée par le ministre de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique. Sa présence témoigne de l'importance accordée par le gouvernement togolais aux enjeux liés à la réduction des déchets et à la transition vers

territoires plus propres et plus résilients. Cette dynamique s'inscrit dans la volonté du gouvernement de poursuivre ses actions, ses stratégies et ses perspectives en réponse à une problématique complexe aux multiples ramifications.

Face aux défis environnementaux croissants, les autorités togolaises rappellent que seule une approche fondée sur l'action collective, la synergie des acteurs et l'engagement des collectivités permettra de construire des solutions ambitieuses, réalistes et durables pour les générations présentes et futures.

Edem Dadzie

Usage de l'Intelligence artificielle

Transformer les données climatiques en mesures d'adaptation à travers l'Afrique

Upendo Ernest Lyimo, originaire de la République unie de Tanzanie, a été désigné lauréat du prix « AI for Climate Action Award 2026 » pour CLIMAID, une plateforme innovante qui associe l'intelligence artificielle, les observations satellitaires et les données locales sur la vulnérabilité afin de soutenir la gestion des risques climatiques et la prise de décision.

Le nom du lauréat a été annoncé lors du Forum « AI for Climate Action » 2026, qui s'est tenu les 13 et 14 octobre à Phnom Penh, au Cambodge, et qui a réuni des décideurs politiques, des experts en technologie, des innovateurs et des partenaires de développement afin d'explorer comment l'intelligence artificielle peut accélérer l'action climatique dans les pays en développement.

« Remporter ce prix est un honneur extraordinaire et une reconnaissance forte du potentiel de l'innovation pour relever les défis climatiques mondiaux. Cela confère à CLIMAID une plus grande visibilité et l'opportunité de nouer des partenariats avec des gouvernements, des instituts de recherche, des partenaires

technologiques et des acteurs du financement climatique », a déclaré Upendo Ernest Lyimo. « La Tanzanie est notre point de départ, pas notre limite. Mon ambition est de faire de CLIMAID une solution d'aide à la décision fiable et adaptable, qui contribue à transformer les données climatiques en mesures d'adaptation à travers



l'Afrique et au-delà », a ajouté le lauréat. Organisé par le Comité exécutif des technologies (TEC) de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques (CCNUCC), en partenariat avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le gouvernement

royal du Cambodge, le Forum se concentre sur les applications pratiques de l'IA, l'innovation responsable et les partenariats nécessaires pour déployer à grande échelle les technologies émergentes.

Transformer les données climatiques en décisions concrètes

CLIMAID est une plateforme open source, alimentée par l'IA, conçue pour aider les pays et les communautés à mieux anticiper, comprendre et répondre aux impacts climatiques.

« Ayant grandi en Tanzanie et mené des recherches au sein de communautés vulnérables

au changement climatique, j'ai pu constater à quel point les sécheresses, les inondations et les changements environnementaux affectent non seulement les moyens de subsistance et les revenus, mais aussi l'identité culturelle, les savoirs traditionnels et les modes de vie », explique Upendo.

« Pourtant, les données nécessaires pour réagir restent souvent fragmentées et déconnectées du processus décisionnel. C'est ce qui m'a poussé à développer CLIMAID, une plateforme alimentée par l'IA qui transforme les données climatiques, satellitaires et de vulnérabilité en informations exploitables pour l'alerte précoce, la planification de l'adaptation et l'évaluation des pertes et dommages économiques et non économiques, rendant ainsi les informations climatiques plus accessibles à ceux qui en ont le plus besoin », a-t-il poursuivi.

En combinant des données climatiques et satellitaires, des informations géospatiales et des évaluations de la vulnérabilité des ménages, la plateforme génère des

analyses permettant de soutenir la cartographie des risques climatiques au niveau des districts, la prévision des sécheresses, l'alerte précoce et la planification de l'adaptation.

Elle facilite également l'évaluation des pertes et dommages liés au climat, aidant ainsi les décideurs à identifier les ménages vulnérables, à hiérarchiser les priorités en matière de financement climatique, et à renforcer les mécanismes de reporting.

Conçue pour être évolutive et adaptable, CLIMAID a le potentiel de soutenir les pays vulnérables au changement climatique au-delà de la Tanzanie, en particulier là où l'accès à des informations climatiques fiables et en temps opportun reste un défi.

Reconnaître l'innovation en matière d'IA portée par les acteurs locaux. Le Prix 2026 a attiré des solutions innovantes démontrant comment l'intelligence artificielle peut répondre aux défis climatiques urgents, en particulier dans les...

Suite à la page 11

Naka Gnassingbé de Souza à la SONAFIR

Premier test pour le nouveau financement routier

Au Togo, Naka Gnassingbé de Souza a pris ses fonctions de directrice générale de la Société nationale de financement routier (SONAFIR) le vendredi 23 octobre à Lomé. Elle succède à Atoute Outchantcha, qui dirigeait la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER).

Ancienne directrice de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME (ANPGF), elle devient la première responsable de la nouvelle entité.

Créée par décret le 26 juin 2026, la SONAFIR remplace la SAFER, en activité depuis 2012. Le changement répond, selon le gouvernement, aux limites constatées dans la

mobilisation des ressources face aux besoins croissants du secteur. Le mandat de la nouvelle société couvre notamment le financement des infrastructures routières, tandis que l'AGEROUTE TOGO doit assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets. Cette séparation distingue la mobilisation des fonds de la conduite des chantiers.

Des ressources à diversifier

Jusqu'ici, le financement de la SAFER reposait notamment sur les droits d'accise sur les produits pétroliers et les péages, qui représentaient respectivement 70 % et

30 % de ses recettes, selon son portail web. La réforme prévoit d'élargir les mécanismes de financement, de diversifier les ressources



Naka Gnassingbé de Souza

et de développer des partenariats. Les modalités financières détaillées et les résultats attendus de la SONAFIR restent à préciser.

En 2024, les besoins d'entretien routier étaient estimés à 53,27 milliards de FCFA, tandis que la SAFER prévoyait d'en mobiliser 23,5 milliards. Ce chiffre éclaire

sur l'écart de financement.

Pour rappel, Naka Gnassingbé de Souza dirigeait l'ANPGF depuis

au moins 2015. A ce poste, elle a travaillé sur les mécanismes de financement et de garantie destinés aux petites entreprises, ainsi que sur des partenariats pour élargir leur accès au crédit. En 2018, elle a également pris la présidence de l'Association professionnelle des institutions de garantie d'Afrique. Son parcours dans la mobilisation de financement et la garantie, au profit des PME/PMI, devrait notamment être mobilisé, pour ses nouvelles fonctions, dans le financement des infrastructures routières.

Togofirst

Togo

Des journalistes formés pour mieux faire connaître les actions de la Cédéao

Du marché de Madjatom, à la frontière entre le Togo et le Bénin, aux cantines scolaires de Tandjouaré, en passant par l'appui aux jeunes entrepreneurs, la Cédéao déploie au Togo des initiatives qui touchent au quotidien des populations. Pourtant, ces réalisations restent peu connues. Réunis le 26 octobre à Kpalimé, des journalistes des régions Maritime et des Plateaux ont été outillés pour mieux faire connaître ces actions et en expliquer les retombées concrètes.

À l'ouverture des travaux, le Secrétaire général de la préfecture de Kloto a rappelé que les journalistes sont un relais entre les institutions et le public. « Votre mission ne se limite pas à informer, elle consiste également à expliquer et à contextualiser », a-t-il déclaré. Face à la multiplication des sources d'information et aux risques de désinformation, il a appelé les professionnels à produire des contenus fiables et

accessibles.

Le chef Programme de la Cellule Cédéao-Uemoa, Babimlé Lagnié, a souligné que l'organisation est souvent associée à ses réactions suite aux coups d'État, au détriment de ses interventions en matière de développement. « Il y a pas mal d'initiatives qui sont méconnues, justement,



Vue partielle des journalistes

des populations. C'est pour ça qu'on a pensé que former, sensibiliser les journalistes serait une occasion pour nous de pouvoir vulgariser les réalisations de la Cédéao », a-t-il expliqué.

Parmi les initiatives citées figurent la réhabilitation du marché de Madjatom, à la frontière entre le Togo et le Bénin, et des cantines scolaires à Tandjouaré, dans la région des Savanes, avec l'appui de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation. Des projets

agricoles visent à améliorer la production. D'autres dispositifs soutiennent les jeunes entrepreneurs, notamment grâce à des équipements destinés à

faciliter leurs activités.

Ces exemples montrent que l'intégration régionale peut concerner les débouchés des producteurs, l'accès des enfants à l'école, l'emploi des jeunes et la circulation des biens et personnes. Encore faut-il que les bénéficiaires connaissent les programmes et sachent comment accéder aux opportunités proposées.

Le rôle des médias devient déterminant. Les participants ont été invités à expliquer les mécanismes de la Cédéao dans un langage simple, à illustrer leurs sujets par des exemples concrets et à privilégier les enquêtes et reportages de terrain.

Les recommandations préconisent la création, dans les rédactions, de rubriques consacrées aux actions de l'organisation, un meilleur accès aux documents et données publiques, ainsi

que la publication de bilans permettant de confronter les résultats annoncés à la réalité.

Pour Babimlé Lagnié, la circulation de l'information est indispensable à l'appropriation des initiatives communautaires. « Nous voulons que la population sache que la Cédéao, en termes de réduction de la pauvreté, s'est résolument engagée à travers certaines initiatives », a-t-il insisté.

En informant les citoyens, les journalistes peuvent faire connaître les dispositifs disponibles, encourager la participation des acteurs locaux et renforcer le suivi des projets. L'enjeu est que les populations puissent identifier les possibilités offertes par les politiques régionales et demander des comptes sur leurs résultats.

Edy A.

Usage de l'Intelligence artificielle **Suite de la page 10**

Transformer les données climatiques en mesures d'adaptation à travers l'Afrique

... Pays les moins avancés (PMA) et les Petits États insulaires en développement (PEID).

Cinq équipes ont été sélectionnées comme finalistes, et quatre autres innovations ont été distinguées aux côtés de CLIMAID : Ai-Moris, dirigé par Benedikta Anindya Bernadi (Indonésie) ; FirePredict, dirigé par Cesilia Mambile (Tanzanie) ; ClimateVoice AI, dirigé par Djeneba Doumbia (Mali) ; Climate Action Copilot, dirigé par Faria Islam Sara (Bangladesh).

Les finalistes ont présenté leurs solutions à un jury d'experts en septembre dernier et ont été invités à faire la démonstration de leurs innovations lors du forum au Cambodge.

« Utilisée de manière équitable et durable, l'IA peut être un outil puissant pour accélérer l'action climatique », a déclaré Sophie De Coninck, directrice de la division des moyens de mise en œuvre à la CCNUCC.

« CLIMAID montre comment

l'innovation locale peut mettre l'IA au service de la pratique, en aidant les communautés vulnérables à mieux comprendre les risques climatiques et à y faire face. Notre priorité doit être de rendre ces solutions plus largement accessibles, en veillant à ce que l'IA contribue à réduire la fracture technologique mondiale, plutôt qu'à l'aggraver ».

Soutenir l'IA au service de l'action climatique

Ce prix est organisé

conjointement par le TEC et le Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN), en partenariat avec la KOICA, dans le cadre de l'initiative « IA pour l'action climatique » du mécanisme technologique de la CCNUCC.

S'appuyant sur les éditions précédentes, ce prix vise à identifier et à promouvoir des applications prometteuses de l'IA, à mettre en relation les innovateurs avec des experts et des partenaires, et à encourager

une adoption plus large des technologies qui soutiennent l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Grâce à ce prix et, plus largement, à l'initiative « IA pour l'action climatique », le mécanisme technologique contribue à combler le fossé entre l'innovation technologique et sa mise en œuvre concrète dans les pays en développement.

E. Dadzie

NOTRE APPLICATION



sur



GRATUITE
SIMPLE
INSTANTANÉE

Emportez l'économie
partout avec vous
en téléchargeant
notre application,
votre source
exclusive d'analyses
multisectorielles
percutantes

